

Sommet régional sur le Burundi le 4 décembre prochain à Bujumbura

PANA, 27/11/2008 Bujumbura, Burundi - Un sommet régional sur le laborieux processus de paix inter burundais se tiendra le 4 décembre prochain à Bujumbura, a annoncé jeudi le porte-parole de la présidence burundaise, M. Léonidas Hatungimana, qui a précisé que la visite "de concertation" effectuée mercredi par le président Pierre Nkurunziza à son homologue ougandais, Yoweri Museveni, a porté sur ce sujet. Le chef de l'Etat ougandais préside l'Initiative régionale de paix qui en est déjà à plus d'une vingtaine de sommets sur le Burundi avec comme grand succès, la reddition de six des sept ex-principaux mouvements rebelles du pays.

Seul le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL) fait encore courir l'initiative régionale de paix pour le Burundi, mais l'heure de vérité approche, selon les observateurs, qui indiquent que les dirigeants de la région ont donné aux parties burundaises encore en conflit ouvert jusqu'au 31 décembre prochain pour rendre applicable leur accord global de cessez-le-feu en souffrance depuis bientôt trois ans. Le même sommet régional pourrait prendre des "mesures coercitives" à l'encontre de la partie burundaise qui se sera rendue coupable de blocages dans la mise en application effective de l'accord de cessez-le-feu du 7 septembre 2006, à en croire toujours le porte-parole de la présidence de la République du Burundi. Chaque partie sait ce qui lui reste à faire pour être en ordre avec la région et donner enfin une paix durable aux burundais qui continuent à s'enliser dans une guerre civile déjà vieille de plus de 14 ans. D'après M. Hatungimana, le gouvernement avait à offrir des places de responsabilité aux cadres rebelles dans les différentes institutions étatiques nationales et c'est déjà chose faite. Par contre, les responsables du PALIPEHUTU hésiteraient encore à changer l'appellation du mouvement rebelle à connotation ethnique pour marquer l'agrément en tant que parti politique. La constitution actuellement en vigueur dans le pays n'autorise pas l'agrément d'une association à caractère politique se réclamant d'une ethnie, région ou religion donnée. Le PALIPEHUTU-FNL est également en retard sur le calendrier initial en ce qui concerne le processus de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR) des combattants. Le sommet régional est annoncé au moment où les parties belligères ont fait monter la tension d'un cran ces derniers jours, en s'accusant mutuellement de "provocations" sur le terrain, ce qui fait craindre dans l'opinion de nouveaux affrontements comme ceux du mois d'avril dernier qui s'étaient soldés par une centaine de morts et des dizaines de milliers de déplacés forcés de la périphérie de Bujumbura et de trois provinces proches de la capitale burundaise.